

Extrait du El Correo

<https://elcorreo.eu.org/Au-nom-du-pluralisme-taisez-vous>

Au nom du pluralisme, taisez-vous !

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : mercredi 22 avril 2020

Description :

Au nom du pluralisme, taisez-vous !

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Une déclaration d'Acrimed qui invite les économistes à gages, les chroniqueurs et les éditocrates qui depuis trente ans chantent les louanges du libéralisme, à se taire au nom du pluralisme comme de la décence la plus élémentaire.

par [Acrimed](#), lundi 6 avril 2020

Voilà trente ans que les libéraux occupent tout l'espace médiatique, chantent les louanges de la mondialisation heureuse, de l'Europe des marchés, et de la baisse des déficits publics.

Trente années que ces zéloteurs zélés du capitalisme nous abreuvent de doctrines libérales qui causent les crises, détruisent les emplois et bouleversent le climat.

Trente années qu'ils braillent contre les dépenses de l'État, appellent à réduire son périmètre, enjoignent d'alléger la pression fiscale, acclament la concurrence et roucoulent dès que l'on réduit le nombre de fonctionnaires.

Trente années qu'ils accompagnent la casse du droit du travail, qu'ils se félicitent des dividendes offerts aux actionnaires, prêchent inlassablement le « mérite » des riches et des rentiers. Trente années qu'ils accablent les travailleurs et les plus démunis, les « tire-au-flanc » et les « privilégiés » dans leurs médias gavés de subventions publiques.

Trente années que ces spécialistes de la pensée jetable se trompent sur tout. Qu'ils célèbrent la finance triomphante à la veille de la crise des *subprimes*. Qu'ils vantent la « solidarité européenne » quand sont imposées des coupes drastiques aux pays en difficulté. Qu'ils applaudissent, malgré la crise climatique, le capitalisme et le consumérisme effréné dans leurs médias saturés de publicités.

Trente années que les économistes à gages - qui cachetonnent dans les conseils d'administration des grandes entreprises du CAC40 - les chroniqueurs libéraux ou les simples éditocrates cadennassent la parole et monopolisent des plateaux faits par eux et pour eux.

De « *l'État obèse* » et « *boursoufflé* » fustigé par Laurent Joffrin dans les années 1980 à la « *suppression de la cinquième semaine de congés payés* » prônée par Christophe Barbier en 2011, en passant par « *la mondialisation heureuse* » appelée de ses vœux par Alain Minc à la veille des années 2000, ils ont asséné tant de fois le même discours, le même message, qu'il est connu de tous, et par coeur : « Vive l'individualisme et le marché » ; « À bas la solidarité et la puissance publique » !

Aujourd'hui, en pleine crise sanitaire, certains retournent (une nouvelle fois) leur veste : c'est l'État tant honni qui est appelé à la rescousse. Mais alors que le système de santé est à bout de souffle du fait des politiques libérales et des coupes budgétaires, alors que des vies sont en jeu, que penser des sommations à la « *baisse des dépenses de santé* » d'Éric Le Boucher ? Que penser des prophéties de Nicolas Bouzou en 2014, selon lesquelles « *dans 10 ans, nous aurons deux fois trop de lits d'hôpitaux* » ? Que penser des cris d'orfraie d'Agnès Verdier-Molinié contre « *le taux d'absentéisme très élevé qu'il y a dans nos hôpitaux publics* » ? Que penser enfin, en pleine crise du Covid-19, des railleries d'Yves Calvi contre « *la pleurniche permanente hospitalière* » (12 mars 2020) ?

Aujourd'hui plus que jamais, après ces trente années de captation de l'antenne, il est temps qu'ils se taisent.

Au nom du pluralisme comme au nom de la décence la plus élémentaire, nous demandons à Jacques Attali, Ruth Elkrief, Dominique Seux, Axel de Tarlé, Alain Minc, Jean Quatremer, Christine Ockrent, Jean-Michel Apathie, Nicolas Baverez, Alain Duhamel, Christophe Barbier, Brice Couturier, Jacques Julliard, Franz-Olivier Giesbert, Arnaud Leparmentier, Éric Le Boucher, Nicolas Beytout, Yves de Kerdel, Élie Cohen, Christian de Boissieu, Raphaël Enthoven, François Lenglet, Daniel Cohen, Patrick Artus, Christian Menanteau, Éric Brunet, Yves Calvi, Laurent Joffrin, David Pujadas, Yves Thréard, François de Closets, Pascal Perri, Nicolas Doze, Jean-Marc Sylvestre, Nicolas Bouzou, Jean-Hervé Lorenzi, Olivier Truchot, Dominique Reynié, Philippe Dessertine, Agnès Verdier-Molinié et consorts, de ne plus prendre la parole dans les médias pendant trente ans.

Nous demandons également aux médias qui les emploient ou qui les invitent - et *a fortiori* les médias du secteur public - d'en profiter pour laisser la place, et faire entendre d'autres voix (qui ne soient pas leurs clones) pendant trente ans.

Dans trente ans, alors, on pourra débattre à armes égales.

Acrimed :

- **(Post-scriptum)** : Nous ne doutons pas que le Conseil supérieur de l'audiovisuel veillera à ce que le pluralisme soit ainsi strictement respecté.

Annexe (non exhaustive) : (Plus de) trente ans de fulgurances pro-marché.

- **1984, Serge July et Laurent Joffrin** : « Comme ces vieilles forteresses [...], la masse grisâtre de l'État français ressemble de plus en plus à un château fort inutile. La vie est ailleurs, elle sourd de la crise, par l'entreprise, par l'initiative, par la communication. » (Hors série de *Libération*)
- **1991, Nicolas Beytout** : « *Pas de baisse d'impôts, mais des transferts ; pas de diminution des dépenses ni de remise en cause de certaines fonctions de l'État ; pas d'aide sectorielle massive ni de privatisation réelle. La France fait toujours bande à part, incapable de choisir, comme le dit Michel Albert, entre « capitalisme rhénan » et « capitalisme néo-usaméricain »* ». (*Les Échos*).
- **1992, François de Closets** : « *Bien gérer, c'est dépenser moins ou produire mieux. Indifféremment. Or les deux phénomènes sont liés. L'accroissement des budgets et des effectifs s'oppose à l'amélioration du service car elle permet de ne jamais procéder aux réformes de fond.* » (*Le Débat*)
- **1996, Élie Cohen** : « La politique monétaire est tellement importante qu'il faut la faire échapper au processus politique démocratique classique ». (*La Tentation hexagonale*, Fayard)
- **1997, Alain Minc** : « La mondialisation est à l'économie ce que l'air est à l'individu ou la pomme à la gravitation universelle ». (*Le JDD*)
- **1998, Daniel Cohn-Bendit** : « Je suis pour le capitalisme et l'économie de marché ». (*Une envie de politique*, La Découverte)
- **1998, Christine Ockrent** : « Les patrons en France ont mauvaise presse. On les entend à peine dans le débat public. Cette frilosité des grands patrons à s'exprimer sur des sujets d'intérêt général constitue une vraie carence de la démocratie ». (*Les Grands patrons*, Plon)
- **1999, Laurent Joffrin** : « Décidément, définitivement, la France a choisi la modernité. Ainsi, il ne s'agit plus de se battre pour ou contre l'Europe : l'Europe est faite ; pour ou contre la mondialisation : elle est inéluctable ; pour ou contre la flexibilité : il y en a un bon usage ; pour ou contre l'économie de marché : elle est là et personne ne songe plus à la remplacer, y compris à l'extrême-gauche ». (*Le Nouvel Observateur*)
- **1999, Jacques Attali** : « La libéralisation des échanges est une nécessité. Elle doit se poursuivre ». (*Capital*)
- **2000, Philippe Val** : « Il ne peut y avoir de démocratie sans marché ». (*Charlie Hebdo*)
- **2000, Le Monde** : « La France adopte enfin la loi sur la concurrence dans l'électricité ».
- **2002, Arnaud Leparmentier** : « Depuis vingt ans, les États européens ont fait le mauvais choix. Ils n'ont guère

augmenté leurs dépenses régaliennes â€” police, justice, armée, dépenses administratives â€” [...] En revanche, l'État social (santé, retraites, allocations familiale, chômage, aide au logement, RMI) ne cesse de progresser ». (*Le Monde*)

- **2003, Jean-Marie Colombani** : « Nous devons souscrire d'autant plus naturellement à l'économie de marché que nous jouons chaque jour notre vie ». (*Acteurs de l'économie*)
- **2003, Alain Duhamel** : « C'était [...] une erreur et une facilité de continuer comme on l'a fait le recrutement des fonctionnaires. Là, il y a à mon avis une bastille à prendre. Les statuts de 1945 sont des anachronismes qu'il faut évidemment modifier ». (*Le Point*)
- **2003, Daniel Cohen** : « Une fois avalées quelques dernières pilules amères, comme l'ouverture du capital d'EDF, la France aura accompli le gros de l'adaptation à l'Europe et au monde qui empoisonne sa vie depuis vingt ans ». (*Le Monde*)
- **2005, Jean-Marc Sylvestre** : « [Le libéralisme est] le meilleur système. La guerre économique fait moins de victime que les guerres militaires ou religieuses ». (*VSD*)
- **2005, Patrick Artus** : « Ce qu'il faudrait aujourd'hui pour entamer vraiment la réforme de l'État, c'est une rupture, un choc. Cela passerait par la remise en cause globale du statut de la fonction publique et la disparition des corps de métiers par ministères. » (*Challenges*).
- **2006, Jean-Michel Apathie** : « La France se retrouve aujourd'hui lourde de 4,7 millions de fonctionnaires, record d'Europe, du monde et de l'Univers, pour la stratosphère seule Pluton fait mieux ». (Blog RTL)
- **2006, Nicolas Baverez** : « Il y a quatre leviers simples à actionner : fiscalité simplifiée, libéralisation du marché du travail, réforme de l'Etat, réorientation de la protection sociale vers l'activité ». (*L'Express*)
- **2007, Bernard-Henri Lévy** : « À force de ne pas assumer ce qu'elle est, à savoir une gauche de gouvernement - responsable, moderne, libérale, compatible avec l'économie de marché -, la gauche est aujourd'hui gagnée par une nouvelle tentation totalitaire ». (*Le Parisien*)
- **2008, Jean-Michel Apathie** : « Ce grand corps étatique apparaît mou et flasque, entretenu dans son ankylose par un discours syndical égalitariste, maintenu dans un mal être par un pouvoir incapable de réguler son fonctionnement ». (Blog RTL)
- **2008, Élie Cohen** : « L'État doit revoir les dépenses publiques en réduisant le nombre de fonctionnaires. » (*Le Nouvel Observateur*)
- **2009, Raphaël Enthoven** : « Pour le meilleur et le pire, l'économie de marché est la dot de la démocratie dont l'égoïsme individuel est paradoxalement à la fois le pire ennemi et la meilleure garantie ». (*La Tribune*)
- **2011, Yves Calvi** : « Le seul enjeu de 2012 ne doit-il pas être la réduction de la dette française et les moyens proposés pour y arriver ? ». (C dans l'air, France 5)
- **2012, Éric Brunet** : « Je défends l'idée, âprement, et vous savez que j'y suis attaché, que l'État devrait dépenser moins avant de penser à augmenter nos impôts. D'abord, des économies ! Et des vraies économies ! Des vraies économies mesdames, messieurs ! » (RMC)
- **2012, Axel de Tàrlé** : « Nous voulons la retraite à 60 ans ? Très bien, mais alors il faut « arbitrer », comme on dit. Il faut faire des économies ailleurs, sur les dépenses de santé, d'éducation, de chômage... » (*Le JDD*)
- **2012, François Lenglet** : « Il faut évidemment couper dans les dépenses publiques, parfois très violemment. Mais le plus important est de rétablir la compétitivité, qui elle-même provoque la croissance et donc fait fondre la dette ». (*Qui va payer la crise ?*, Fayard)
- **2012, Christophe Barbier** : « Il ne s'agit pas de dépenser moins, il s'agit de dépenser beaucoup moins, et vite. Des augmentations promises pour diverses allocations aux 60 000 postes prévus dans l'Éducation, la liste de ce qui n'est pas raisonnable est fort longue ». (*L'Express*)
- **2013, Ivan Rioufol** : « Derrière la défense du « modèle social » se dissimule l'incapacité du pouvoir à admettre la faillite de l'État-mamma. Elle oblige à réduire les aides et les redistributions. [...] L'État est-il si riche et efficace pour se permettre le grand jeu ? » (*Le Figaro*)
- **2013, Axel de Tàrlé** : « L'austérité, ça paye. [...] Les pays d'Europe du Sud ont engagé des réformes douloureuses, avec baisse de salaires et mesures de flexibilité. [...] Les résultats de cette cure commencent à se faire sentir. Tous ces pays sont en train de regagner en compétitivité. [...] La recette allemande, qui prône l'effort, fonctionne : il suffisait de perdre quelques kilos pour courir plus vite ! ». (*Le JDD*)
- **2013, Dominique Seux** : « Les dépenses publiques, si rien n'est fait, seront en 2014, pour la première fois, les plus élevées des 27 pays européens [...]. À ce niveau, ce n'est plus de l'aspirine, c'est de la morphine,

c'est-à-dire une drogue ». (*Les Échos*)

- **2014, Philippe Dessertine** : « Le Président de la République s'y est engagé : d'ici à 2017, les dépenses publiques doivent maigrir [...]. Quel programme admirable dans un pays où la réponse à tout problème se traduit par un accroissement du déficit, où la moindre réforme réelle c'est-à-dire avec diminution des crédits, se termine dans la rue ».
- **2014, Agnès Verdier-Molinié** : « Il ne faut pas dire : « Dans l'éducation on ne fera pas d'économie, sur la question du chômage on ne fera pas d'économie, ou sur les départements on ne fera pas d'économie ». Il faut que tout le monde participe à l'effort d'économies. » (BFM-TV)
- **2015, David Pujadas** : « Jean-Paul [Chapel], petite question complémentaire : est-ce que [la réforme] va alléger ceci : le fameux code du travail avec ses près d'un kilo et demi ? » (JT France 2)
- **2015, Yves Thréard** : « Vivement 2017 ! [...] L'heure sera alors venue de remercier [François Hollande] - au sens figuré, bien sûr - pour exiger une tout autre politique, marquée du sceau de la responsabilité. Baisse des dépenses publiques, amaigrissement de la fonction publique, simplification du Code du travail, révision de la fiscalité, reconstruction de l'école ».
- **2015, Ruth Elkrief** : « Si les réformes de l'Eurogroupe ne sont pas faites, alors on crée la dette de demain, et donc on ne règle rien, on continue à creuser cette dette pour les cinquante prochaines années ». (BFM-TV, à propos de la Grèce)
- **2015, C dans l'air** : « Parmi les dossiers les plus brûlants, la refonte d'un mastodonte, devenu tabou à gauche : le code du travail et ses 3 600 pages, 11 000 articles... à écrémer d'urgence ».
- **2017, Pascal Perri** : « La bonne formule est finalement d'enrichir les producteurs car eux seuls peuvent ensuite répartir la richesse produite : ils payent des impôts, ils investissent et ils créent des emplois. Pour dire les choses plus simplement, seule une vraie politique de l'offre permet de redistribuer la richesse ». (*Les Échos*)
- **2017, Franz-Olivier Giesbert** : « Si le libéralisme de la Chine reste à prouver, ce n'est pas vraiment le cas du communisme d'une France où 5,6 millions de personnes travaillent dans le secteur public, soit 20 % au moins de l'emploi dans notre pays. [...] Je n'oserai parler d'embrigadement idéologique mais force est de constater que la France est un pays où l'on apprend, dès la petite enfance, que tous nos ennuis viennent de l'ultralibéralisme, souvent qualifié de « sauvage » » (*La Revue des deux mondes*)
- **2018, Raphaël Enthoven** : « Aucune doctrine n'est moins comprise que le libéralisme, en France. La haine qu'il inspire est à la mesure de l'inculture qui sévit » (*Causeur*)
 - ▶ **2018, Nicolas Doze** : « Rétablir l'ISF se comprend politiquement, mais n'est pas défendable économiquement. [...] Un pays pauvre est d'abord un pays qui n'a plus de riches » (BFM-TV)
- **2018, Gaëtan de Capèle** : « La France continue, seule en Europe, sa course d'escargots. De la grande offensive contre les dépenses publiques, personne n'a encore vu la couleur ». (*Le Figaro*)
- **2019, François Lenglet** : « Quand la santé est gratuite, la demande est illimitée ! On trouve des gens qui n'ont rien à faire aux urgences mais qui viennent car c'est gratuit ». (LCI)
- **2019, Éric Le Boucher** : « Les grèves à l'hôpital ou celle du 5 décembre portent, une fois encore, sur « l'insuffisance des moyens ». Avec 56 % du PIB, la France est au premier rang de dépenses publiques. Ce « pognon de dingue », comme dit M. Macron, est amassé chaque année par des prélèvements croissants aux dépens de la compétitivité du pays. Qui peut imaginer sérieusement qu'il est souhaitable et possible de poursuivre indéfiniment dans cette voie ? » (*Les Échos*)
- **2019, Nicolas Beytout** : « *Dommage [que le gouvernement] n'ait pas profité de ce moment de générosité pour exiger en retour [des hôpitaux] quelques mesures fortes de réorganisation et de chasse aux dépenses inutiles, dans un secteur qui en compte tant.* » (*L'Opinion*)
- **2019, Brice Couturier** : « Il faut à présent s'attaquer aux principaux facteurs de blocage de notre économie : les innombrables incitations à travailler moins et à profiter plus que comporte un système social obèse, au bord de la paralysie » (*Le Figaro*)
- **2020, Bernard Guetta** : « Le néo-libéralisme n'a certainement pas eu que des torts. Il a sorti des centaines de millions de personnes de la misère absolue [...]. » (*Le Point*)
- **2020, Nicolas Bouzou** : « Nous avons fait le choix de mettre l'économie en sommeil pour protéger la santé des individus. Donc c'est le capitalisme qui se met au service de la santé des gens. Le débat absolu après la crise,

Au nom du pluralisme, taisez-vous !

ce sera la croissance. Le seul moyen de solvabiliser nos finances publiques, ce sera la croissance. Et la croissance à court terme, ce sera de travailler plus. » (CNews)

Acrimed est une association qui tient à son indépendance. Nous ne recourons ni à la publicité ni aux subventions. Vous pouvez nous soutenir en faisant un don ou en adhérant à l'association.